

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
27 février 2015  
Français  
Original : anglais

---

**Lettre datée du 24 février 2015, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent  
de l'Autriche auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le document directif élaboré à l'occasion du colloque qui s'est tenu à Vienne les 3 et 4 novembre 2014 sur le thème « Renforcer la participation des femmes au processus de paix et de sécurité » (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent  
(*Signé*) Martin Sajdik



**Annexe à la lettre datée du 24 février 2015 adressée  
au Président du Conseil de sécurité par le Représentant  
permanent de l'Autriche auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

**Renforcer la participation des femmes au processus de paix  
et de sécurité : bonnes pratiques, lacunes à combler  
et défis à relever concernant l'application du programme  
pour les femmes et la paix et la sécurité – nouvelles tendances  
et priorités en matière de sécurité au XXI<sup>e</sup> siècle  
(3-4 novembre 2014, Vienne)**

**Document directif : programme pour les femmes et la paix et la sécurité  
– progrès accomplis et difficultés persistantes après 20 ans de mise en œuvre**

L'année 2015 est une année charnière pour le programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Elle marque le vingtième et le quinzième anniversaires de l'adoption, respectivement, de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité. Ces documents ont été les premiers à reconnaître les effets disproportionnés et particuliers que les conflits armés avaient sur les femmes et, précisément, l'importance du rôle que ces dernières jouaient, en leur qualité d'agents actifs de changement, dans la promotion et le maintien de la paix et de la sécurité.

Au cours des 20 dernières années, des progrès fondamentaux ont été accomplis à différents niveaux dans la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et de la résolution 1325 (2000). Les États Membres, les organismes des Nations Unies, les organisations internationales, régionales et sous-régionales et les groupes de la société civile se sont employés à élaborer des directives, des plans d'action, des orientations, des programmes et des formations en vue d'assurer la participation active des femmes, l'intégration d'une démarche soucieuse de la problématique hommes-femmes dans les opérations de maintien de la paix et la prévention et le règlement des conflits.

De nombreuses difficultés persistent toutefois, malgré ces efforts. De graves abus et actes de violence contre les femmes, notamment des agressions sexuelles et des viols, continuent d'être monnaie courante dans les situations de conflit et d'après conflit partout dans le monde, et les cycles de violence observés actuellement dans certaines régions se démarquent par leurs conséquences disproportionnées sur les femmes et les filles. La demande formulée par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1325 (2000), concernant l'amélioration de la représentation des femmes à tous les niveaux de prise de décisions et leur participation aux activités de prévention, de gestion et de règlement des conflits, n'est pas devenue la norme et n'a pas entraîné d'effet notable. Par ailleurs, dans leur couverture des conflits, les médias continuent généralement de dresser un portrait stéréotypé des hommes et des femmes qui donne à ces dernières l'image de victimes impuissantes de viols, d'agressions sexuelles et de déplacements, et laissent de côté l'action qu'elles mènent en tant que combattantes, actrices du conflit, médiatrices, décisionnaires et agents de consolidation de la paix et du changement.

### **Colloque consacré au renforcement de la participation des femmes au processus de paix et de sécurité**

Dans ce contexte, et en guise de contribution à l'étude mondiale sur l'application de la résolution 1325 (2000) et à la campagne que l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) mène pour marquer le vingtième anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, l'Autriche a organisé à Vienne, les 3 et 4 novembre 2014, un colloque sur le thème « Renforcer la participation des femmes au processus de paix et de sécurité ». Des experts internationaux issus du monde politique, des gouvernements, de l'armée, des universités, des médias et de la société civile y ont assisté, ont débattu des principales réalisations, des défis à relever et des nouvelles priorités concernant l'application du programme pour les femmes et la paix et la sécurité au XXI<sup>e</sup> siècle et ont formulé des recommandations pour l'avenir.

À la suite d'une séance introductive publique de haut niveau, les experts ont tenu des discussions interactives privées sur les progrès accomplis, les difficultés rencontrées et les mesures à prendre concernant les quatre points suivants : a) intégration d'une démarche soucieuse de la problématique hommes-femmes dans la prévention des conflits et la gestion des crises; b) évaluation et analyse des conflits différenciés selon le sexe; c) les femmes, agents actifs du changement dans les pourparlers de paix; d) le rôle des médias dans l'application de la résolution 1325 (2000). Au cours de la séance de clôture, des conclusions et des recommandations fondamentales concernant les moyens d'obtenir de meilleurs résultats dans les domaines susmentionnés ont été formulées. Les recommandations avaient pour but de veiller à ce que les capacités des femmes à contribuer sensiblement au règlement, à la gestion et à la prévention des conflits soient mises en évidence, reconnues et effectivement utilisées.

### **Recommandations pour l'avenir**

Les participants au colloque ont souligné que le programme pour les femmes et la paix et la sécurité constituait une approche stratégique et holistique de la politique étrangère et de sécurité qui reconnaissait qu'impliquer à la fois les hommes et les femmes, sur un pied d'égalité, dans les questions relatives à la paix et à la sécurité était indispensable pour accroître tant l'efficacité des efforts déployés pour régler les conflits que les chances d'instaurer un climat de paix durable. Tous les êtres humains, et pas seulement les femmes, profiteraient de l'implication et de la participation accrues des femmes.

Les participants ont également appelé à améliorer la compréhension des aspects des conflits armés et du processus de paix liés à la problématique hommes-femmes ainsi qu'à intégrer cette problématique dans toutes les dimensions de la politique étrangère et de sécurité. Ils ont insisté sur le fait que cette intégration était essentielle au règlement des conflits et à l'édification de l'État par la suite. Ils ont également souligné qu'il importait de faire la différence, en anglais, entre « gender » et « women » et d'impliquer davantage d'hommes et de garçons dans la défense de l'égalité des sexes.

Les participants ont salué le rôle de chef de file que l'Afrique avait endossé dans la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) ainsi que la nomination par la Présidente de la Commission de l'Union africaine d'une envoyée spéciale pour les femmes et la paix et la sécurité.

Afin de s'assurer que les femmes puissent faire entendre leur voix, que leurs besoins et leurs droits soient reconnus et qu'elles soient à même de contribuer plus efficacement à la création d'un climat de paix et de sécurité durable, les participants au colloque ont formulé les recommandations ci-après :

**Recommandations à l'intention des gouvernements et des organisations internationales, régionales et sous-régionales**

- Les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait devraient élaborer des plans d'action nationaux pour l'application de la résolution 1325 (2000) d'ici à 2017 en collaboration avec la société civile, notamment les mouvements et organisations de défense des droits des femmes;
- Les gouvernements devraient fixer des quotas concernant le nombre de femmes titulaires de postes à responsabilité en matière de politique étrangère et de sécurité, et les faire respecter;
- Les gouvernements devraient intégrer des stratégies de collaboration et de communication avec les médias dans leurs plans d'action nationaux relatifs à la résolution 1325 (2000), et contribuer à sensibiliser les journalistes de manière à améliorer la diffusion d'information sur la résolution et ses thèmes principaux, à savoir la prévention, la protection et la participation, et sur le programme général pour les femmes et la paix et la sécurité;
- Les gouvernements devraient aborder les questions relatives aux femmes et à la paix et la sécurité dans leurs rapports périodiques aux organes conventionnels des droits de l'homme pertinents, en particulier le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, conformément à la recommandation générale n° 30 formulée par celui-ci, et appliquer les recommandations dudit comité en la matière;
- Les gouvernements devraient appuyer les propositions du Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale sur les objectifs de développement durable, en particulier l'objectif concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles et celui relatif aux sociétés pacifiques et sans exclusive, à l'accès à la justice pour tous et à des institutions efficaces et compétentes, et veiller à ce que le programme pour les femmes et la paix et la sécurité soit compatible avec le programme de développement pour l'après-2015;
- Les gouvernements et les organisations internationales, régionales et sous-régionales devraient se consacrer en priorité à l'élaboration de stratégies localisées d'application de la résolution 1325 (2000), afin de s'assurer que les engagements politiques de haut niveau se concrétisent au niveau local même;
- Les gouvernements et les organisations internationales, régionales et sous-régionales devraient collaborer avec la société civile pour mettre au point des plans d'action régionaux concernant l'application de la résolution 1325 (2000), en particulier dans les situations de conflit ou d'après conflit;
- Les gouvernements et les organisations internationales, régionales et sous-régionales devraient faciliter la participation des femmes aux pourparlers de paix, notamment en leur offrant l'accès à des mécanismes de financement souples, en particulier concernant des aspects d'ordre logistique, comme l'obtention de visas et le financement des voyages, et en assurant un suivi aux fins de leur protection;

- Les gouvernements et les organisations internationales, régionales et sous-régionales devraient renforcer les capacités des femmes à prendre part et à contribuer à des dialogues et à des mécanismes formels et informels de pourparlers de paix en investissant dans le développement des compétences des dirigeantes, y compris au sein des populations marginalisées, notamment par la création de programmes de formation rapides et intensifs;
- Les gouvernements et les organisations internationales, régionales et sous-régionales devraient promouvoir l'élaboration de cadres de budgétisation et de directives soucieuses de la problématique hommes-femmes dans leurs stratégies en matière de paix, de sécurité, de gouvernance et de développement, définir des priorités pour optimiser l'utilisation des ressources disponibles et veiller à l'intégration de la résolution 1325 (2000) dans les processus de planification aux niveaux national et local;
- Les gouvernements et les organisations internationales, régionales et sous-régionales devraient promouvoir des approches participatives pour déterminer les priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité, financer et mettre en œuvre des mesures se rapportant à ces priorités et suivre les progrès accomplis aux niveaux local et national. Des informations devraient être recensées sur les meilleures pratiques en matière d'approches multipartites et d'approches axées sur le partenariat pour l'organisation d'activités de mise en œuvre, de suivi et d'application du principe de responsabilité relatives à la résolution 1325 (2000), et les moyens d'intensifier ces approches devraient être énoncés;
- Les gouvernements et les organisations internationales, régionales et sous-régionales devraient poursuivre les auteurs de graves violations à l'égard des femmes, sans laisser place à l'impunité, et montrer clairement que les droits fondamentaux des femmes ne peuvent en aucun cas être remis en question;
- Les gouvernements et les organisations internationales, régionales et sous-régionales devraient acquérir une compréhension approfondie des aspects des conflits armés et du processus de paix liés à la problématique hommes-femmes grâce à des analyses des disparités entre les sexes et des relations de pouvoir (cartographie sociale) qui tiennent compte du contexte, lesquelles seront intégrées dans toutes les activités de gestion des conflits, de consolidation de la paix et de programmation dès le début de leur mise en œuvre;
- Les gouvernements et les organisations internationales, régionales et sous-régionales devraient utiliser les indicateurs d'alerte rapide différenciés selon le sexe mis au point par les Nations Unies, l'Organisation de coopération et de développement économiques et les organisations de la société civile aux fins de la prévention des conflits et faire rapport sur la question, et améliorer la participation des femmes aux mécanismes d'alerte rapide et de gestion des crises bénéficiant des dernières technologies de l'information et des communications;
- Les gouvernements et les organisations internationales, régionales et sous-régionales devraient se procurer des fonds et les affecter à l'organisation d'activités visant à améliorer les conditions de sécurité des femmes dans les zones de conflit;
- L'Organisation des Nations Unies devrait nommer une personnalité de haut rang ambassadeur de bonne volonté pour les questions des femmes et de la paix et de la sécurité;

- L'Organisation des Nations Unies devrait s'assurer que l'attention des hauts responsables des organismes des Nations Unies a été appelée sur la résolution 1325 (2000), qu'ils en ont pris connaissance et qu'ils sont conscients de l'importance de son application effective;
- L'Organisation des Nations Unies devrait réunir des spécialistes issus de la société civile, des gouvernements et du système afin qu'ils contribuent à l'élaboration des plans d'action nationaux des États, et s'assurer que ses coordonnateurs résidents fourniront aux pays les plus pauvres l'appui dont ils ont besoin en la matière, y compris en termes d'assistance technique;
- Le Programme des Nations Unies pour le développement devrait publier, en 2015, une version actualisée du *Rapport arabe sur le développement humain de 2005* axée sur les femmes;
- L'Organisation des Nations Unies et les organisations internationales, régionales et sous-régionales, notamment l'Union européenne, devraient nommer davantage de femmes représentantes et envoyées spéciales pour les pays touchés par des conflits;
- L'Organisation des Nations Unies et les organisations internationales, régionales et sous-régionales devraient s'assurer que les mandats de tous les médiateurs et agents de consolidation de la paix tiennent compte de la problématique hommes-femmes et intègrent une démarche soucieuse de cette problématique, et veiller ainsi à respecter le principe de responsabilité applicable à la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité;
- L'Union européenne et les autres organisations régionales et sous-régionales qui ne l'ont pas encore fait devraient nommer un envoyé spécial pour les femmes et la paix et la sécurité, suivant ainsi la bonne pratique de l'Union africaine;
- Les organisations internationales, régionales et sous-régionales devraient coordonner l'organisation périodique d'examens critiques par les pairs au niveau régional, auxquels les gouvernements nationaux devraient participer, afin d'assurer le suivi des progrès et des réalisations accomplis par les États Membres dans l'application de la résolution 1325 (2000). Pour ce faire, les mécanismes d'examen critique par les pairs mis en œuvre par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques en matière de coopération au service du développement pourraient servir de modèle;

#### **Recommandations à l'intention de la société civile et des médias**

- La société civile devrait entreprendre un examen d'ensemble de l'application de la résolution 1325 (2000) en complément de l'étude mondiale demandée par le Secrétaire général à ce sujet;
- Les médias devraient sensibiliser les journalistes et les professionnels de l'information à la problématique hommes-femmes et attirer leur attention sur la question afin d'encourager une diffusion d'informations soucieuse de cette problématique;
- Les médias devraient s'abstenir de propager une vision stéréotypée du rôle des femmes et des hommes, exposer dans leurs reportages les différents rôles joués par les femmes dans les conflits et en matière de consolidation et de maintien

de la paix et présenter en détail les implications que la problématique hommes-femmes, notamment la représentation des femmes et des hommes, a sur les perspectives de succès des activités de règlement des conflits et des pourparlers de paix;

- Les médias et la société civile devraient redoubler d'efforts pour surveiller l'activité médiatique afin de faire en sorte que les questions relatives aux femmes ainsi qu'à la problématique hommes-femmes, notamment les cas de violence sexuelle à l'égard des femmes et des hommes et des filles et des garçons, soient abordées de manière adéquate;
- La société civile devrait intensifier les activités qu'elle mène aux niveaux national, régional et international pour promouvoir le principe de responsabilité et l'application effective de la résolution 1325 (2000);

### **Recommandations à l'intention de tous les acteurs concernés**

- Tous les acteurs concernés devraient sélectionner et nommer davantage de femmes à des postes de responsabilité au sein de l'Organisation des Nations Unies et encourager cette pratique, en particulier en vue de l'élection du prochain secrétaire général en 2016;
- Tous les acteurs concernés devraient engager activement les hommes et les garçons à appuyer le programme pour les femmes et la paix et la sécurité, notamment dans le cadre des projets et des activités en la matière, et à adhérer à la campagne « HeForShe » d'ONU-Femmes;
- Tous les acteurs concernés devraient impliquer les autorités religieuses dans les questions relatives aux droits fondamentaux de la femme et dans le programme pour les femmes et la paix et la sécurité;
- Tous les acteurs concernés devraient déterminer les partisans de la fermeté et les militants de la paix à chaque étape du cycle de conflit et trouver d'autres modes de règlement pacifique;
- Tous les acteurs concernés devraient impliquer les médias dans les directives, campagnes et stratégies de communication relatives à la résolution 1325 (2000);
- Tous les acteurs concernés devraient adapter la diffusion d'information sur la résolution 1325 (2000) aux contextes local et régional afin que les hommes et les femmes puissent contribuer sur place à faire progresser l'application de la résolution et à combler les lacunes en la matière;
- Tous les acteurs concernés devraient veiller à ce que le texte de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité soit disponible dans les langues locales dans un énoncé compréhensible aux profanes, et mener des activités en matière de communication et d'éducation, en particulier dans le cadre de programmes interactifs, en utilisant des moyens de communication et des types de médias modernes, dont des films et des réseaux sociaux, et en nouant un dialogue avec les jeunes;
- Tous les acteurs concernés devraient créer un mécanisme de financement multipartite spécialement pour appuyer le programme pour les femmes et la paix et la sécurité, et accélérer l'application de la résolution 1325 (2000).